

APPEL



Le 3 décembre 1983, 100 000 personnes manifestaient à Paris, concluant une Marche partie de Marseille le 15 octobre. Décidée par un groupe de marcheurs issus des cités de la banlieue lyonnaise, cette Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme marqua l'émergence d'une nouvelle génération, celle des enfants d'immigrés. Elle fût organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire qui vit, comme à Dreux, des alliances avec le Front national. Elle prolongeait, à sa manière, les luttes menées dans la décennie précédente par les travailleurs immigrés pour l'égalité des droits. Les « invisibles » devenaient des acteurs à part entière de la société française.



Notre Marche ne s'est pas terminée le 3 décembre 1983. Nous n'avons jamais cessé de marcher et de lutter. Même si nous avons remporté des victoires ou obtenu quelques avancées, la situation des immigrés et de leurs descendants, dont beaucoup sont français, n'a cessé de se dégrader. Les habitants des quartiers populaires d'aujourd'hui sont confrontés à des situations plus dures qu'en 1983. Trente ans pour arriver à ce constat amer : les violences policières comme les crimes racistes n'ont pas cessé et restent impunis. Pire, un racisme d'Etat fait de lois, de pratiques et de discours nauséabonds s'est propagé d'en haut; la négrophobie et l'islamophobie se sont développées, prolongeant le racisme anti-arabe. La promesse du Président de la République d'alors, celle du droit de vote pour les étrangers extra-communautaires n'a jamais été tenue. Aujourd'hui, après une décennie de pouvoir de droite avec tous ses excès et ses démagogies populistes - débats sur l'identité nationale et le « rôle positif » de la colonisation

- le nouveau gouvernement reste dans la ligne de tous ses prédécesseurs : restriction au droit d'asile, accentuation des discriminations dans tous les secteurs de la société, relégation des quartiers populaires et de leurs habitants, menaces de disparition des associations de terrain et de proximité, contrôles aux faciès, justice à deux vitesses, chasse aux sans papiers et aux Roms, multiplication des expulsions... Et pendant ce temps, les Chibanis, nos anciens, sont reclus et privés de leurs droits.



Trente ans se sont écoulés, après le formidable espoir soulevé par la Marche de 1983. Notre détermination reste intacte. Nous ne lâcherons rien. Le message de la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, même s'il n'est pas enseigné comme il se doit à l'école, est plus que jamais d'actualité et nous voulons qu'il soit à nouveau entendu avec force. C'est pour cela que partout, dès maintenant, et du 15 octobre au 3 décembre 2013, nous proposons à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cet appel de mettre en place des assemblées générales et des initiatives au niveau local, régional, national. Nous ne nous contenterons pas de crier notre colère contre les injustices et les inégalités. Nous proposerons à toute la société d'autres solutions, celles de l'égalité des droits pour en finir avec la République du mépris.



D'ores et déjà, nous appelons à deux rencontres : le 15 octobre, date du départ de la Marche à Marseille en 1983, et les 18 et 19 octobre à Vaulx-en-Velin, pour rappeler que la banlieue lyonnaise a été le berceau de ce mouvement. Nous organiserons dans toute la France une quinzaine pour l'égalité des droits et la justice pour toutes et tous du 25 novembre au 8 décembre. Faisons du 3 décembre, une journée de rassemblements et de manifestations.

ORGANISONS UNE MANIFESTATION NATIONALE À PARIS LE 7 DÉCEMBRE

**CONTRE LE RACISME ET POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS
TOU-TE-S EN MARCHÉ, ON ARRIVE !**

COLLECTIF NATIONAL ÉGALITÉ DES DROITS / JUSTICE POUR TOU-TE-S



PREMIERS SIGNATAIRES :

Agence Im'média, AIDDA, Association Femmes plurielles, Association les familles en lutte contre l'insécurité et les décès en détention» (Aflidd), Association L'Yeux Ouverts, Association «mémoire pour jawad», Association Remem'Beur, Association de Solidarité et d'Information pour l'Accès aux Droits (ASIAD), Attac France, Au nom de la mémoire, Cedetim, Collectif 3C, Collectif Fathy Koumba, Collectif Féministes Pour l'Égalité, Collectif Les mots sont importants, Cie Espace Temps, Coordination des Intermittents et des Précaires (CIP), Copaf (Collectif pour l'avenir des foyers), Droit au Logement (DAL), Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleur-euse-s Immigré-e-s (FASTI), Femmes en lutte 93, Fondation Frantz Fanon, Forum Social des Quartiers populaires (FSQP), Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP), L'Appel et la Pioche, L'Écho des cités, L'Étoile Nord Africaine Anticapitaliste (ENAAC), , Ligue des Droits de l'homme (LDH), Mamans Toutes Égales (MTE), MRAP, Réseau Mémoires-Histoires en Île de France, Réseaux Interventions, Réflexion Quartiers Populaires (RIRQP), Sortir du colonialisme, Trajectoires, Union Nationale des Sans Papiers (UNSP), Union Syndicale Solidaires (SUD), Vies Volées, Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), AFAPREDESA (Association des Familles des Prisonniers et Disparus Sahraouis), Association des Marocains en France (AMF), Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Association des Tunisiens en France(ATF), CIFORDOM, Conseil Représentatif des Associations Noires de France (CRAN), Fédération des Associations Kurdes en France (FEYKA), Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté

des deux Rives (FTCR), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF), IJAN, La Maison du Tamil Elam, Mouvement Citoyen des Tunisiens en France (MCTF), République et Diversité, Union Juive Française pour la Paix(UJFP), Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT), La voix des Roms.

ÎLE DE FRANCE : Association les Orange (Nanterre), Agence de Promotion des Cultures et du Voyage (APCV - Saint-Denis), Collectif étudiant-e-s étranger-ère-s de l'université de Paris 8 (CEEP8), Association de la Nouvelle Génération Immigrée (ANGI - Aubervilliers), Ensemble Vivre Travailler Coopérer (93), Association de solidarité Essonne avec les familles Roms et Roumaines, DIEL (Droits Ici et Là-bas), CSP75 coordination 75 des Sans-Papiers

RHÔNES – ALPES : Valeurs des Quartiers - Agora (Vaulx en Velin, Association elghorba Lyon, collectif «Capagauche 07» (Ardèche) Valence, Positive (Drôme), «Femmes en Luth, citoyennes à part entière» Valence (Drôme)

PACA : Agissez, rêvez - Agir pour la justice, contre le racisme, l'exclusion et la violence (AJCRV Avignon), Librairie associative Transit – Marseille

NORD/PAS-DE-CALAIS : Algériens Nord Pour le Changement et la Démocratie (ANDC), Association des Mineurs Marocains du Nord-Pas-de-Calais (AMMN), Collectif Manouchian, Collectif Afrique, Association Tribu (Roubaix), Comité des Sans Papiers 59, Association Ch'faïd, Association Etouchane, Association des Tunisiens du Nord de la France (ATNF), Association Place Publique (associations membres du FUIQP) ARDLFM (Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes 59), Rencontre et Dialogue Roubaix, Collectif coup pour coup 31, Association régionale de lutte contre les discriminations et l'égalité des droits en Alsace (ALDA-Mulhouse), Comité pour les respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Association Citoyenne pour la Démocratie Participative (ACDP Tunis), Association Tunisienne de Soutien Aux Minorités, l'Association Tunisienne du Défense Des demandeurs d'Emploi-Kasserine

ORGANISATIONS POLITIQUES SOUTENANT LE TEXTE :

Fédération pour une Alternative sociale et écologique (FASE), Gauche Anticapitaliste (GA), GA54-FASE, Les Alternatifs, Gauche Unitaire, Parti Communiste français (PCF), Europe Ecologie Les Verts (EELV), Emergence, Force citoyenne populaire (FCP), Front Populaire de Tunisie (section France), NPA

Les mouvements, associations ou organisations qui voudraient s'associer à ce texte peuvent signer cet appel sur : marcheegalite30ans@gmail.com